



**PRÉFET
DES VOSGES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale des Vosges

Epinal, le 13/09/2023

**Rapport de l'Inspection des installations classées
Visite d'inspection du 27/07/2023**

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

PAPETERIES DES VOSGES

34 rue Maurice MOUGEOT
88600 Laval-sur-Vologne

Références : S-23-1017RP

Code AIOT : 0006209228

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/07/2023 dans l'établissement PAPETERIES DES VOSGES implanté 34 rue Maurice MOUGEOT 88600 Laval-sur-Vologne. L'inspection a été annoncée le 05/07/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'inscrit dans le cadre de l'action régionale prévention des risques incendies.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PAPETERIES DES VOSGES - chaufferie
- 34 rue Maurice MOUGEOT 88600 Laval-sur-Vologne
- Code AIOT : 0006209228
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'autorisation d'exploiter la chaufferie a été reprise par la société Papeteries des Vosges (PDV). Elle est exploitée sous couvert de l'arrêté préfectoral n° 2777/2013 du 18 décembre 2013 modifié. A ce jour, la société PDV sous traite l'exploitation de la chaufferie à ENGIE.

Le thème de visite retenu est le suivant :

- protection incendie.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Plan d'intervention	Arrêté Préfectoral du 18/12/2013, article 7.71	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Moyen de lutte contre un incendie	Arrêté Préfectoral du 18/12/2013, article 7.7.4	/	Sans objet
3	Formation du personnel	Arrêté Ministériel du 18/12/2013, article 7.7.1	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Entretien des moyens d'intervention	Arrêté Préfectoral du 18/12/2013, article 7.7.2	/	Sans objet
5	Détection incendie	Arrêté Préfectoral du 18/12/2013, article 7.7.5	/	Sans objet
6	Protection des milieux récepteurs	Arrêté Préfectoral du 18/12/2013, article 7.7.6	/	Sans objet
7	Entretien des espaces - propreté	Arrêté Préfectoral du 18/12/2013, article 2.3.1	/	Sans objet
8	Entretien des espaces - Esthétiques	Arrêté Préfectoral du 18/12/2013, article 2.3.2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Suite à la visite d'inspection, il est à noter que le plan d'opération est à mettre en place.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/12/2013, article 7.7.1
Thème(s) : Risques accidentels, Protection incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant dispose d'un Plan d'Opération Interne (POI) commun avec les PAPETERIES DES VOSGES.
Constats : L'exploitant de la chaufferie ne dispose pas de plan d'opération au niveau de la chaufferie. L'exploitation de la chaufferie est sous traitée mais c'est la société Papeteries des Vosges qui est responsable de l'application de l'arrêté préfectoral du 18/12/2013 autorisant l'exploitation de la chaudière. Sous un délai d'un mois, il est demandé à l'exploitant de réaliser un plan d'opération. Ce plan doit apporter les éléments nécessaires permettant d'identifier les risques et dangers sur le site en cas d'incident ou d'accident (le plan du site et ces réseaux, les types de produits sur le site avec la quantité et les FDS, les consignes de sécurité, les consignes en cas d'incendie,). Au niveau de la chaufferie, (à l'entrée de la fosse Biomasse), il existe une boîte accessible par les pompiers ou tout personnel d'intervention. Il est demandé à l'exploitant de mettre une copie du plan d'intervention dans cette boîte. Le plan d'intervention doit être maintenu à jour.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Moyen de lutte contre un incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/12/2013, article 7.7.4
Thème(s) : Risques accidentels, protection incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant dispose a minima : <ul style="list-style-type: none">• d'extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, ils doivent être judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets ;• de rideaux d'eau ou noyage au niveau de la trémie et du filtre à manches au niveau de la chaufferie biomasse ;• d'une lance à enrouleur ;• de plans, tenus à jour, des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours, faisant apparaître les réseaux de défense extérieurs contre l'incendie, le bassin de rétention, les vannes d'isolement, les accès, la position des organes de sécurité et des locaux à risques. De plus, un contrat devra être fait pour l'utilisation du réseau privé de défense incendie des PAPETERIES DES VOSGES en formalisant les conditions de fonctionnement 24/24h.
Constats : De nombreux extincteurs sont répartis dans le bâtiment liés à la chaufferie. La dernière vérification date d'octobre 2022. Il existe un RIA, qui a également été vérifié en octobre 2022. Des plans des locaux sont affichés au niveau de chaque entrée du site. Il est demandé à l'exploitant de transmettre les justificatifs à l'inspection des installations classées de la présence de rideaux d'eau ou noyage au niveau de la trémie et du filtre à manches au niveau de la chaufferie biomasse, ainsi que les dates des dernières vérifications de ces équipements.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Formation du personnel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 18/12/2013, article 7.7.1
Thème(s) : Risques accidentels, Protection incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le personnel sera entraîné au maniement des moyens de secours.
Constats : Le personnel a effectué une formation aux manipulations des extincteurs lors de son embauche. Il n'y a pas de renouvellement de la formation. Il est demandé à l'exploitant de renouveler la formation en 2023 et de transmettre le justificatif (bon de commande) à l'inspection des installations classées. L'exploitant doit définir la fréquence de renouvellement de la formation et de s'y tenir. Il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection des installations classées la fréquence de renouvellement de la formation.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Entretien des moyens d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/12/2013, article 7.7.2
Thème(s) : Risques accidentels, Protection incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. L'exploitant doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels.
Constats : Les extincteurs et le RIA sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles au niveau de l'ensemble du bâtiment. Leur vérification est annuelle. Ils comportent l'étiquette indiquant les dates de vérifications. La dernière vérification date d'octobre 2022.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Détection incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/12/2013, article 7.7.5
Thème(s) : Risques accidentels, Protection incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Des appareils de détection adaptés, complétés de dispositifs, visibles de jour comme de nuit, indiquant la direction du vent, sont mis en place à proximité de l'installation classée autorisée susceptible d'émettre à l'atmosphère des substances dangereuses en cas de dysfonctionnement.
Constats : Des détecteurs de fumées et des détecteurs optiques sont présents au niveau de la chaufferie et de la fosse à biomasse. La vérification des détecteurs est réalisée tous les 6 mois.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Protection des milieux récepteurs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/12/2013, article 7.7.6
Thème(s) : Risques accidentels, rétention et isolement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction et de refroidissement) sont récupérées par le bâtiment entièrement sur rétention et également par la fosse de stockage de la biomasse. Les eaux ainsi retenues seront pompées et envoyées en centre de traitement adéquat.
Constats : La bâtiment est entièrement sur rétention. En cas d'incendie, les eaux d'extinction à l'intérieure du bâtiment restent dans le bâtiment. Les eaux d'extinction qui s'écoulent à l'extérieure du bâtiment sont recueillies dans le bassin tampon de la STEP.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Entretien des espaces - propreté

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/12/2013, article 2.3.1
Thème(s) : Risques accidentels, Propreté des installations
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence. L'exploitant prend les mesures nécessaires afin d'éviter la dispersion sur les voies publiques et les zones environnantes de poussières, papiers, boues, déchets, Des dispositifs d'arrosage, de lavage de roues, ... sont mis en place en tant que de besoin.
Constats : Le site est entretenu et propre Une balayageuse fonctionne sur le site toute la journée. L'exploitant a mis en place un fauchage tardif au niveau des espace vert.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Entretien des espaces - Esthétiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/12/2013, article 2.3.2
Thème(s) : Risques accidentels, propreté des installations
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant sont aménagés et maintenus en bon état de propreté (peinture, ...). Les émissaires de rejet et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier (plantations, engazonnement, ...).
Constats : Le site est entretenu et propre Une balayageuse fonctionne sur le site toute la journée. L'exploitant a mis en place un fauchage tardif au niveau des espace vert.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet